

## **Comité consultatif sur l'application des droits**

**Dix-septième session**  
**Genève, 4 – 6 février 2025**

### **DONNÉES D'EXPÉRIENCE NATIONALES RELATIVES AUX ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION**

*Contributions établies par le Japon, les Philippines et l'Inde*

À sa seizième session, tenue du 31 janvier au 2 février 2024, le Comité consultatif sur l'application des droits est convenu d'examiner, à sa dix-septième session et entre autres questions, "l'échange de données d'expérience nationales relatives aux activités de sensibilisation et aux campagnes stratégiques menées pour promouvoir le respect de la propriété intellectuelle auprès du grand public, notamment les jeunes, conformément aux priorités des États membres dans le domaine éducatif, entre autres". Dans ce contexte, le présent document contient les contributions de trois États membres, qui partagent leurs données d'expérience en matière d'élaboration et de mise en œuvre d'activités de sensibilisation visant à répondre aux dommages causés par les atteintes à la propriété intellectuelle et à combler les lacunes existantes en matière de sensibilisation dans ce domaine.

1. La contribution du Japon décrit le rôle joué par l'Office des brevets du Japon face à la problématique posée par le comportement des consommateurs qui achètent des produits de contrefaçon, notamment en réponse à l'essor du commerce électronique, y compris les transactions de consommateur à consommateur. Malgré d'autres campagnes de sensibilisation des consommateurs, la consommation intérieure de produits de contrefaçon continue d'augmenter. Pour contrer ce phénomène, l'Office des brevets du Japon a intégré des activités de sensibilisation aux méfaits de la contrefaçon dans le programme scolaire des lycéens. Depuis son lancement, l'initiative a permis de constater des changements positifs dans l'attitude des élèves à l'égard des produits de contrefaçon. La contribution souligne également l'objectif à long terme de l'initiative, qui est d'inculquer le respect de la propriété intellectuelle aux jeunes générations et de réduire les dommages causés par la contrefaçon sur le long terme.

2. La contribution des Philippines met en évidence son expérience, à l'issue de multiples campagnes de communication visant à combler les lacunes en matière de sensibilisation à la propriété intellectuelle identifiées au cours de la phase pilote d'utilisation dans le pays de l'instrument de l'OMPI relatif à la conduite d'enquêtes auprès des consommateurs. Cette contribution décrit des initiatives telles que le projet sur la propriété intellectuelle et le journalisme citoyen dans les écoles, et un projet de sensibilisation en trois phases mené en collaboration avec l'OMPI, qui prévoit l'intervention d'une personnalité publique en tant qu'"ambassadeur antipiratage", et des campagnes numériques contre le piratage et la contrefaçon. Elle présente également le projet relatif à la réalisation d'une enquête à l'issue de la campagne, afin de mesurer l'impact des efforts déployés.

3. La contribution de l'Inde souligne le rôle vital joué par les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans l'économie du pays, en particulier dans la création d'emplois et la promotion de l'innovation et du développement. Elle décrit les difficultés rencontrées par les MPME afin de protéger et de faire respecter leurs droits de propriété intellectuelle, ainsi que les initiatives actuellement menées par le gouvernement pour promouvoir et soutenir la protection de la propriété intellectuelle et l'application effective des droits. Il s'agit notamment de campagnes de sensibilisation à l'échelle nationale, visant à faire mieux connaître la propriété intellectuelle aux MPME, et de la mise en place de centres d'appui spécialisés en propriété intellectuelle pour aider les MPME à protéger et faire respecter leurs droits. Cette contribution présente les obstacles qui empêchent encore les MPME de faire respecter efficacement la propriété intellectuelle et recommande une collaboration accrue entre les secteurs public et privé, ainsi que des solutions fondées sur la technologie, pour aider les MPME à protéger et faire respecter leurs droits.

4. Les contributions sont présentées dans l'ordre suivant :

État d'avancement des initiatives nationales de sensibilisation concernant les produits de contrefaçon .....	3
Activités de sensibilisation à la lutte contre la contrefaçon et le piratage : une approche stratégique pour faire mieux connaître la propriété intellectuelle aux Philippines et encourager le respect des droits de propriété intellectuelle .....	9
Activités menées par le Ministère des MPME de l'Inde en matière de sensibilisation à la propriété intellectuelle .....	19

[Les contributions suivent]

## ÉTAT D'AVANCEMENT DES INITIATIVES NATIONALES DE SENSIBILISATION CONCERNANT LES PRODUITS DE CONTREFAÇON

*Document établi par M. Shinichiro Hara, directeur du bureau d'appui aux activités à l'étranger, Division de la coopération internationale, Office des brevets du Japon, Tokyo (Japon)\**

### RÉSUMÉ

L'Office des brevets du Japon travaille sur les questions liées aux produits de contrefaçon, en collaboration avec le secteur privé et les ministères concernés. En réponse à l'essor du commerce électronique, y compris les transactions de consommateur à consommateur, des campagnes de sensibilisation destinées aux consommateurs sont régulièrement mises en œuvre afin de les sensibiliser à la contrefaçon. Néanmoins, selon une enquête menée auprès des entreprises, aucune tendance à la baisse n'est observée en matière de consommation des produits de contrefaçon au niveau national; au contraire, cette consommation semble augmenter.

Face à cette situation, des efforts sont menés depuis l'exercice 2023 afin d'intégrer la question des produits de contrefaçon dans les cours de sciences sociales dispensés dans les écoles secondaires. Cette initiative vise à aider les jeunes à comprendre que cette question est un problème important, qui les concerne et qui est également lié à des préoccupations d'envergure mondiale. En intégrant cette initiative à de nombreux programmes scolaires du secondaire, l'objectif est d'inculquer le respect de la propriété intellectuelle aux jeunes générations et, sur le long terme, de réduire les dommages causés par la contrefaçon au Japon.

### I. SITUATION ACTUELLE DU MARCHÉ NATIONAL DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

#### *Vue d'ensemble*

1. Pour 2023, le marché du commerce électronique entre entreprises et consommateurs au Japon devrait atteindre 24 800 milliards de yens (156,7 milliards de dollars É.-U.), soit une augmentation annuelle de 9,23%. En outre, le commerce électronique interentreprises au Japon pour l'exercice 2023 devrait représenter 465 200 milliards de yens (2,9 milliards de dollars É.-U.), soit une augmentation annuelle de 10,7%. Le taux de pénétration du commerce électronique est également en hausse, avec 9,38% pour le commerce électronique entre entreprises et consommateurs (soit une augmentation de 0,25 point de pourcentage par rapport à l'année précédente) et 40% pour le commerce électronique interentreprises (soit une augmentation de 2,5 points de pourcentage), ce qui indique une progression continue de la numérisation des transactions commerciales.

2. Comportement des consommateurs : la pandémie de coronavirus (COVID-19) a accéléré le passage aux achats en ligne, de nombreux consommateurs ayant pris l'habitude d'acheter des produits et des services en ligne. Cette tendance s'est poursuivie même à la réouverture des magasins.

### *Le commerce électronique entre entreprises et consommateurs dans le secteur de la vente au détail*

3. Le commerce électronique entre entreprises et consommateurs dans le secteur de la vente au détail a augmenté de 676 300 milliards de yens (4,3 milliards de dollars É.-U.) par rapport à l'année précédente, atteignant 14 676 milliards de yens (92,7 milliards de dollars É.-U.), soit une augmentation annuelle de 4,83%, ce qui représente environ 59% du marché total. Le taux de pénétration du commerce électronique dans ce secteur est de 9,38% (une augmentation de 0,25 point de pourcentage par rapport à l'année précédente).

### *Le commerce électronique de consommateur à consommateur*

4. Ces dernières années, le commerce électronique de consommateur à consommateur a connu une augmentation rapide. Pour l'exercice 2023, le commerce électronique de consommateur à consommateur devrait représenter 2 481,7 milliards de yens (15,7 milliards de dollars É.-U.), soit une augmentation annuelle de 5%. Depuis la fin des années 2010, la croissance du marché de consommateur à consommateur est principalement stimulée par les applications de marché aux puces.

5. L'essor du commerce électronique a sensiblement facilité les transactions entre consommateurs. En outre, la croissance rapide des applications de marché aux puces a contribué à l'expansion du marché de l'occasion, ce qui permet de répondre à des préoccupations sociales telles que la mise en place d'une économie circulaire. Cette évolution présente néanmoins des aspects négatifs. On a constaté un problème persistant de vendeurs cachés se faisant passer pour des consommateurs bien intentionnés, et noté que les consommateurs, en particulier les plus jeunes, deviennent non seulement des acheteurs mais aussi des vendeurs de produits de contrefaçon, risquant ainsi de commettre des délits.

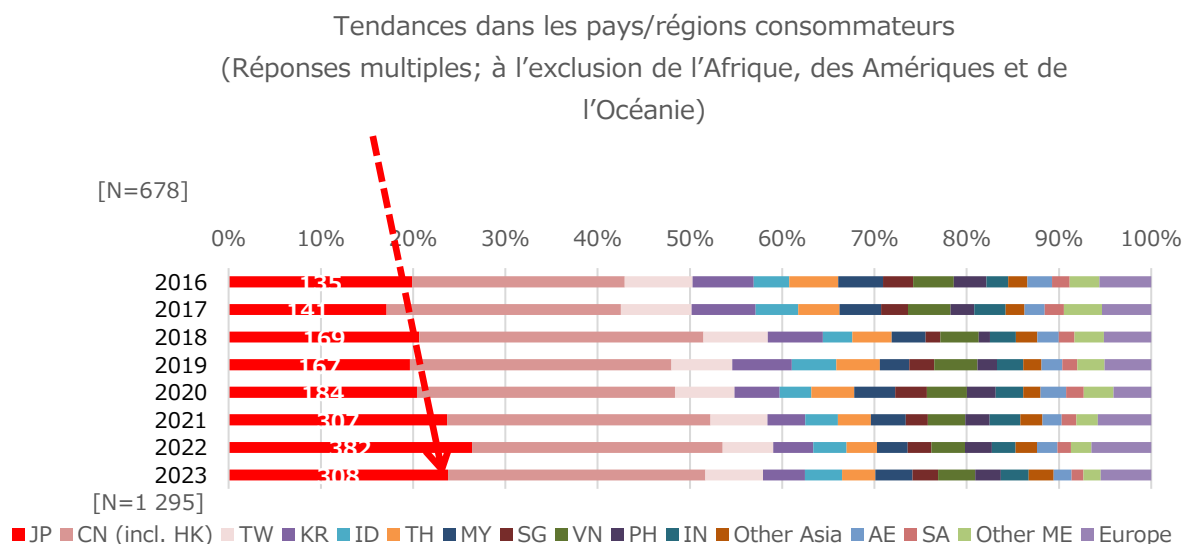
## **II. ÉTAT ACTUEL DE LA DISTRIBUTION DES PRODUITS DE CONTREFAÇON AU JAPON**

6. L'Office des brevets du Japon mène chaque année des enquêtes afin de recueillir des données fondamentales pour la planification et la formulation des politiques nationales de propriété intellectuelle, l'objectif étant de comprendre l'état actuel des activités de propriété intellectuelle des particuliers, des entreprises, des universités et des instituts de recherche publics au Japon. Il s'agit notamment d'examiner l'étendue des dommages causés par la contrefaçon et les mesures prises par les sociétés détentrices de droits pour lutter contre ce problème. L'enquête la plus récente<sup>1</sup> a ciblé plus de 7 000 entités.

7. La figure suivante présente les cibles de l'enquête : les déposants au Japon, y compris les entreprises, les particuliers, les universités et les instituts de recherche publics, qui ont déposé au moins cinq demandes pour l'un des titres de propriété industrielle suivants (c'est-à-dire, brevets, modèles d'utilité, dessins ou modèles et les marques) au cours des deux années précédant l'année de l'enquête.

---

<sup>1</sup> [https://www.jpo.go.jp/resources/statistics/chizai\\_katudo/2023/gaiyou.html#taisyou](https://www.jpo.go.jp/resources/statistics/chizai_katudo/2023/gaiyou.html#taisyou)



8. Selon les réponses données par les entreprises interrogées, si les produits de contrefaçon ont toujours causé des dommages importants à l'étranger, la tendance sur le long terme est à l'augmentation de la proportion de produits de contrefaçon consommés sur le marché intérieur.

### III. CAMPAGNES DE SENSIBILISATION NATIONALES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA CONTREFAÇON

9. L'Office des brevets du Japon mène depuis 2017 des campagnes visant à sensibiliser les consommateurs nationaux aux problèmes liés aux produits de contrefaçon.

10. Ces campagnes se sont d'abord attachées à alerter le grand public sur les problèmes que posent les activités de contrefaçon à la société. Au fil du temps, le message a évolué pour cibler les jeunes consommateurs qui font leurs achats en ligne, en insistant sur le fait que le commerce de produits de contrefaçon n'est "pas cool". En réponse à l'évolution des méthodes de communication, la campagne est passée des médias traditionnels tels que les affiches à l'utilisation d'un site Web et à une présence sur les plateformes de médias sociaux, en ayant notamment recours à des influenceurs pour la sensibilisation.

11. Depuis la fin des années 2010, on observe une augmentation notable des transactions de consommateur à consommateur, en particulier chez les jeunes qui utilisent des applications de marché aux puces. Parallèlement à cela, la prolifération des médias sociaux a accru l'exposition des consommateurs aux produits de contrefaçon. La numérisation des outils de fabrication, tels que les imprimantes 3D, a également amélioré la précision avec laquelle les produits de contrefaçon peuvent être créés. En outre, on constate une augmentation des vendeurs cachés qui se font passer pour des participants au marché de consommateur à consommateur afin de vendre des articles contrefaisants. En conséquence, l'office a collaboré avec des opérateurs d'applications de marchés aux puces en plein essor afin de sensibiliser le public non seulement aux risques liés à l'achat de produits de contrefaçon, mais aussi aux conséquences de la vente de ces produits, y compris les éventuelles sanctions pénales.

### Evolution of Anti-Counterfeit Awareness Raising Campaigns

	Late 2000s-	Late 2010s-	2020s
<b>Target</b>	General consumers→ [People knowingly buying counterfeit goods]	20s and teens→ [People buying counterfeit goods without knowing it]	Teens and High School Students
<b>Message</b>	Focusing on social issues such as the sources of funding for organized crime, and appealing to feelings of guilt	How to distinguish counterfeit products. Peer pressure, egocentric and heteronomous perspectives	Developing lessons that encourage students to think by themselves about the issue of counterfeit goods
<b>Media</b>	Poster distribution → Special website →	Social media use, including influencer →	Introduction into school education and creation of mascot character

12. Néanmoins, ainsi qu'il est indiqué à la section II, aucune tendance à la baisse n'est observée sur le marché intérieur en ce qui concerne les dommages causés par la contrefaçon; au contraire, ces dommages semblent augmenter. Dans ce contexte, il est urgent de procéder à une réévaluation fondamentale des méthodes de sensibilisation à proprement parler.

## IV. INTÉGRATION DES QUESTIONS LIÉES AUX PRODUITS DE CONTREFAÇON DANS LES PROGRAMMES SCOLAIRES

13. Auparavant, l'enseignement relatif à la propriété intellectuelle incluait des aspects de la création de la propriété intellectuelle dès l'école primaire et le collège, mais aucune sensibilisation aux méfaits de la contrefaçon. À la lumière de la situation décrite dans la section II, une nouvelle initiative a été introduite en plus des campagnes mentionnées dans la section III : l'incorporation des questions relatives aux produits de contrefaçon dans les cours de sciences sociales des écoles secondaires. Cette initiative vise à aider les jeunes, en particulier ceux qui achètent et vendent sur des applications de marché aux puces, à comprendre que cette question est un problème important, qui les concerne et qui est également lié à des préoccupations d'envergure mondiale. Deux aspects principaux ont été pris en considération dans la planification et la mise en œuvre de cette initiative.

### *Contenus*

14. En faisant de la lutte contre les produits de contrefaçon (éducation à la prévention des atteintes aux droits de propriété intellectuelle) un sujet d'apprentissage, l'initiative s'aligne sur les points énoncés dans les lignes directrices du gouvernement en matière d'enseignement. L'objectif est d'approfondir la compréhension du problème des produits de contrefaçon d'une manière qui soit conforme à la politique du gouvernement. Notamment, contrairement aux méthodes éducatives japonaises traditionnelles, cette approche met l'accent sur le fait que les étudiants doivent "penser de manière indépendante" plutôt que de se contenter d'"écouter". Cette caractéristique encourage l'engagement actif et la pensée critique chez les étudiants.

#### Implementation of Educational Guidelines focused on Counterfeiting Issues

Counterfeiting Issues	Educational Guidelines for High School Teachers
Understanding the need for intellectual property protection	“Based on real-world issues and problems related to consumer rights and responsibilities, students will understand how rights and freedoms are guaranteed and realized, and social order is formed and maintained, through the fair and impartial adjustment of opinions and interests of individuals and based on laws and norms, and through the mediation and resolution of personal and social conflicts, in accordance with the Constitution, in accordance with due process, and based on laws and norms.”
Understanding the problem of counterfeit goods that arises when companies expand overseas	“Based on real-world issues and problems related to Japan's role in the international community, including its international contributions, students will understand that a better society can be built through individuals participating in discussions under the Constitution, adjusting conflicts of opinion and interests, and reaching consensus.”
Understanding the socio-economic background of the production and sale of counterfeit goods	“To understand that efficient allocation of resources is achieved through fair and free economic activities based on real-world issues and challenges related to economic globalization and deepening interdependence (including issues of poverty and inequality in the international community).”

#### Procédé

15. Tout d’abord, au cours de la phase de préparation, des enseignants influents dans le domaine des sciences sociales ont été approchés. En collaboration avec eux, des supports pédagogiques, comme des exemples de plans de cours, ont été créés.

16. Ensuite, des leçons d’essai utilisant les supports créés ont été proposées en classe. Les supports et exemples proposés ont été révisés compte tenu de la réaction des élèves et des résultats de l’enquête.

17. Le matériel pédagogique et les cours qui en résultent ont non seulement été téléchargés sous forme de vidéos sur le site Web de l’Office des brevets du Japon, mais ils ont également été partagés lors de conférences universitaires afin d’en promouvoir la diffusion auprès d’autres professeurs de sciences sociales et d’en encourager l’adoption dans d’autres écoles.

#### Résultats du projet

18. Une enquête a été menée auprès des élèves qui ont participé aux leçons types. Les principaux résultats indiquent qu’après les cours, plus de trois quarts des étudiants ont jugé le cours “facile à comprendre”, et plus de 95% d’entre eux ont émis un avis positif.

19. En outre, tandis que les opinions étaient relativement indulgentes à l’égard des produits de contrefaçon avant les cours, la prise de conscience a évolué de manière significative après les cours, avec une perception plus négative de ces produits.

20. Ainsi, les initiatives de production et de mise en œuvre de supports de promotion pour prévenir les atteintes aux droits de propriété intellectuelle au cours de l’exercice 2023 représentent un effort important pour faire mieux comprendre les droits de propriété intellectuelle aux lycéens et freiner l’achat de produits de contrefaçon.

## V. CONCLUSION

21. Pour répondre efficacement au problème des produits de contrefaçon, en particulier compte tenu des tendances du marché du commerce électronique, il est essentiel de produire une réponse sur le long terme. Il est nécessaire de réévaluer en permanence nos initiatives tout en nous adaptant rapidement aux avancées technologiques et aux changements sociétaux, y compris les nouvelles applications et méthodes de communication. À l’avenir, nous

souhaitons tirer les enseignements des meilleures pratiques en vigueur dans d'autres pays et mettre en œuvre des stratégies de sensibilisation efficaces afin de réduire les dommages causés par la contrefaçon, tant au niveau national qu'international.

[Fin de la contribution]



## CAMPAGNE DE SENSIBILISATION À LA LUTTE CONTRE LA CONTREFAÇON ET LE PIRATAGE : APPROCHE STRATÉGIQUE VISANT À FAIRE MIEUX CONNAÎTRE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE AUX PHILIPPINES ET À ENCOURAGER LE RESPECT DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

*Contribution établie par Mme Christine Pangilinan-Canlapan, directrice chargée de la supervision, et Mme Marlita Dagsa, directrice de division au sein du Bureau chargé de l'application des droits de propriété intellectuelle auprès de l'Office de la propriété intellectuelle des Philippines (IPOP HL), Taguig (Philippines)\**

### RÉSUMÉ

Les Philippines ont été choisies comme pays pilote pour le déploiement de l'instrument de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) relatif à la conduite d'enquêtes auprès des consommateurs, qui a permis de mesurer les effets des campagnes de sensibilisation à la propriété intellectuelle menées par l'Office de la propriété intellectuelle des Philippines (IPOP HL) en 2021. L'enquête a révélé que l'une des principales lacunes constatées aux Philippines était liée au fait que les informations sur la propriété intellectuelle ne sont toujours pas suffisamment diffusées ou examinées. Elle a également montré qu'il ne suffisait pas d'informer le consommateur des avantages qu'il peut tirer de la protection de la propriété intellectuelle, mais qu'il faudrait également l'informer des avantages de la propriété intellectuelle pour le pays et de la nécessité pour tout un chacun de la respecter. L'enquête a également mis en évidence la nécessité d'une campagne plus agressive et plus large informant le public sur les risques d'acheter et d'utiliser des produits de contrefaçon et des produits pirates. Les propriétaires de marques pourraient inclure dans leurs publicités des slogans soutenant la propriété intellectuelle ou des avertissements déconseillant aux consommateurs d'acheter des produits de contrefaçon<sup>1</sup>.

Sur la base de ces informations, l'IPOP HL a mené diverses campagnes de communication visant à réduire la demande des consommateurs à l'égard des produits de contrefaçon et à encourager le respect des droits de propriété intellectuelle.

La présente contribution met en lumière diverses initiatives menées par l'IPOP HL, destinées à combler les lacunes en matière de sensibilisation à la propriété intellectuelle aux Philippines et à encourager le respect des droits de propriété intellectuelle.

### **I. PROJETS DE SENSIBILISATION À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE MENÉS EN PARTENARIAT AVEC L'OMPI**

#### **A. PROJET SUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LE JOURNALISME CITOYEN DANS LES ÉCOLES**

1. Suite au succès du projet sur la propriété intellectuelle et le journalisme citoyen dans les écoles de Soweto (Afrique du Sud) en 2019 et de Dakar (Sénégal) en 2022, les Philippines ont été choisies par l'OMPI pour mettre en œuvre un projet similaire. L'IPOP HL, en partenariat avec l'OMPI et avec l'appui du Ministère de la culture, des sports et du tourisme de la

---

\* Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et pas nécessairement celles du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

<sup>1</sup> Laluces, Nelson, (12 août 2022). Les attitudes et la sensibilisation des consommateurs aux Philippines – Les résultats et les enseignements tirés de l'utilisation de l'instrument de l'OMPI relatif à la conduite d'enquêtes auprès des consommateurs, WIPO/ACE/15/9, [http://www.wipo.int/edocs/mdocs/enforcement/fr/wipo\\_ace\\_15/wipo\\_ace\\_15\\_9.pdf](http://www.wipo.int/edocs/mdocs/enforcement/fr/wipo_ace_15/wipo_ace_15_9.pdf).

République de Corée, a mené le projet sur la propriété intellectuelle et le journalisme citoyen dans les écoles du 9 au 23 octobre 2023.

2. Cette activité a été organisée sur les campus de deux écoles membres du Programme des jeunes défenseurs de la propriété intellectuelle (YIPA) : le campus principal de la Philippine Science High School (PSHS) et l'école secondaire des métiers de laboratoire de l'Université polytechnique des Philippines. Au total, 48 élèves des deux écoles y ont participé.

3. Les discussions visaient à comprendre la propriété intellectuelle, y compris les principes fondamentaux du droit d'auteur et des marques, et ont également porté sur l'application des droits. Elles ont permis de souligner l'importance du respect de ces droits lors de la création et de la diffusion de contenus. Les autres thèmes abordés portaient sur les dangers de la contrefaçon et du piratage, ainsi que leurs effets sur les communautés et le développement économique du pays. Pour compléter les discussions, un atelier d'identification de produits a été organisé, au cours duquel les étudiants ont reçu une formation pratique sur la manière de différencier les produits authentiques des produits de contrefaçon.

4. Un journaliste a également appris aux élèves à mener des entretiens et à réaliser des vidéos professionnelles en vue du concours vidéo, point fort de l'activité. Lors de la séance plénière, des médailles d'or, d'argent et de bronze ont été décernées aux meilleures vidéos soumises par chaque école. Les artistes pop Clara Benin et Ace Banzuelo, qui se sont produits à cette occasion, ont encouragé les étudiants à acheter des œuvres originales et à dire "non" au piratage.

## **B. CAMPAGNE DE SENSIBILISATION DES CONSOMMATEURS**

5. En 2020, la Division de la promotion du respect de la propriété intellectuelle a lancé un projet de sensibilisation en trois étapes, en collaboration avec l'IPOPHL. La première étape consistait à utiliser l'instrument de l'OMPI relatif à la conduite d'enquêtes auprès des consommateurs, afin de mener une enquête sur les attitudes des consommateurs à l'égard du piratage et de la contrefaçon. Cette enquête s'est achevée en novembre 2021 et ses résultats ont été présentés à la quinzième session du Comité consultatif sur l'application des droits (ACE). La deuxième étape a été consacrée à la campagne de sensibilisation "STOP-PIRACY" ("Non au piratage"), qui s'est appuyée sur les résultats de l'enquête. La campagne s'est déroulée d'août 2023 à août 2024. La troisième étape, qui est actuellement en cours, comprend une enquête visant à évaluer l'efficacité de la campagne : ses résultats seront comparés aux données de référence en matière de connaissance de la propriété intellectuelle, établies avant la campagne, en vue d'évaluer tout changement dans la perception du public concernant les effets des produits de contrefaçon et des produits pirates sur les détenteurs de droits, les consommateurs et l'industrie locale.

## **II. AMBASSADEUR DE LA LUTTE CONTRE LE PIRATAGE**

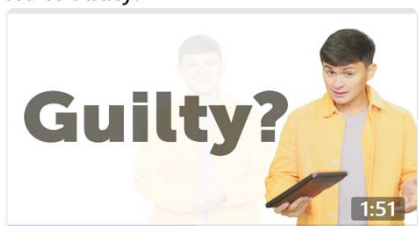
6. L'IPOPHL, avec le soutien de l'OMPI, a engagé Matteo Guidicelli, célèbre acteur, chanteur et réserviste de l'armée qui compte de nombreux abonnés sur les réseaux sociaux,

pour être son ambassadeur en matière de lutte contre le piratage. M. Guidicelli s'est uni à l'IPOPHL pour créer des contenus vidéo sur les thèmes suivants :

- a. Pourquoi il faut mettre un terme à l'utilisation des produits pirates;
- b. Changer la perception du piratage; et
- c. Comment mettre fin au piratage.



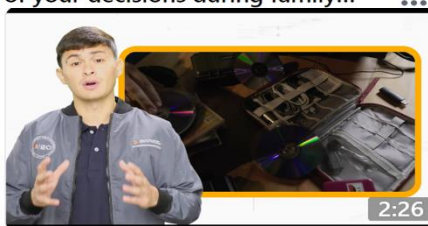
No To Piracy!



Hello, everyone! Meet the Philippines' Anti-Piracy...



Have you considered the influence of your decisions during family...



Piracy is a CRIME - Matteo Guidicelli, Philippines' Anti-Piracy...

7. Les quatre principales vidéos produites et diffusées pour sensibiliser le public au piratage et l'encourager à prendre des mesures à son encontre ont été visionnées 1,617 million de fois.

8. De sa propre initiative, M. Guidicelli a également publié, sur ses comptes de réseaux sociaux, des vidéos et des photos visant à faire mieux connaître le piratage du droit d'auteur.

### III. LA BANDE DESSINÉE *PIRATED INFERNO*

9. L'IPOPHL, en collaboration avec le National Book Development Board, a demandé à Manix Abrera, célèbre illustrateur et auteur de bandes dessinées, de créer une bande dessinée sur les dangers du piratage. Inspiré de *L'Enfer* de Dante, M. Abrera a écrit *Pirated Inferno*, qui dépeint les effets du piratage sur les auteurs et les créateurs. Le premier numéro de cette bande dessinée a été lancé au format électronique lors du Festival du livre des Philippines en juin 2023 et depuis lors, deux numéros sont publiés chaque semaine. La version imprimée a été lancée le 13 juin 2024, lors d'un événement au cours duquel l'auteur a signé des albums pour ses fans de l'IPOPHL et du National Book Development Board. Les principaux objectifs de ce projet sont les suivants :

- a. Sensibilisation : mettre en lumière le problème du piratage et ses effets sur les créateurs et l'industrie de la création à travers la bande dessinée, utilisée comme un outil destiné à informer le public sur l'importance du respect des droits de propriété intellectuelle.
- b. Promotion de la bande dessinée : présenter *Pirated Inferno* à un large public, notamment aux amateurs de bandes dessinées, aux éducateurs, aux étudiants et aux professionnels du secteur, et susciter l'intérêt pour la bande dessinée à travers diverses activités promotionnelles.

- c. Mobilisation de la communauté : offrir aux fans et aux nouveaux lecteurs la possibilité d'interagir avec l'auteur, M. Abrera.
- d. Partenariats : établir et renforcer les relations avec les organisations, les écoles et les bibliothèques susceptibles de soutenir et de faire avancer la campagne de lutte contre le piratage, et examiner les possibilités de collaboration sur des projets futurs.
- e. Réactions : recueillir les observations des participants et des lecteurs concernant la bande dessinée et son message, et utiliser ces informations pour améliorer les éditions futures et les projets connexes.
- f. Renforcement de la portée : jeter les bases de futurs événements et initiatives promotionnels concernant *Pirated Inferno* et son message de lutte contre le piratage, et planifier des activités de suivi.
- g. Célébration de la créativité : reconnaître et célébrer la créativité et les efforts de M. Abrera, ainsi que sa contribution à l'industrie de la bande dessinée, et souligner la valeur du contenu original et la nécessité de le protéger.
- h. Sensibilisation : inciter les participants à devenir des défenseurs de la lutte contre le piratage et leur offrir des ressources et des informations pour diffuser le message antipiratage au sein de leurs propres agences et communautés.



10. La bande dessinée a été présentée lors de l'exposition de l'ASEAN, organisée en marge des assemblées des États membres de l'OMPI de juillet 2024 sur le thème : "*Sustainable, Creative ASEAN*" ("Durabilité et créativité au sein de l'ASEAN").

11. M. Abrera continue de promouvoir *Pirated Inferno*, très populaire parmi ses fans, et de défendre la lutte contre le piratage dans les salons du livre et les festivals de bandes dessinées. L'IPOPHL a distribué des exemplaires de la bande dessinée aux étudiants et au public lors d'événements et d'activités dans les écoles.

#### IV. CAMPAGNE CONTRE LES SERVICES ILLICITES DE DIFFUSION EN CONTINU

12. Les services illégaux de diffusion en continu ont joué un rôle croissant dans la fourniture d'accès à des contenus non autorisés ou pirates, notamment des films et programmes télévisés. Pour renforcer la campagne contre le piratage en ligne, l'IPOPHL s'est associé à GMA Network Inc, l'une des plus grandes sociétés de médias des Philippines, dans le cadre de la campagne "Stream Responsibly: Stop Piracy" ("Diffuser en continu de manière responsable : non au piratage"). Le réseau GMA a produit des vidéos de célébrités et d'acteurs de cinéma encourageant les Philippines, dans leur pays et à l'étranger, à regarder leurs films et émissions de télévision en s'abonnant à des services légaux de diffusion en continu. Le projet fait suite au protocole d'accord signé entre l'IPOPHL et le réseau GMA en septembre 2023. L'IPOPHL a également organisé un atelier spécial sur la propriété intellectuelle pour les artistes et les employés de GMA, afin de les informer sur leurs droits et leurs responsabilités en tant que créateurs. Le réseau a également choisi des célébrités populaires comme ambassadeurs de la lutte contre le piratage.



13. En janvier 2024, l'IPOPHL s'est associé au réseau GMA de Cebu pour lancer la version audio de ses vidéos antipiratage en langue visayenne sur la station de radio du réseau. Afin d'étendre sa portée régionale, le réseau GMA a également produit des spots radio dans différents dialectes du pays. Il continue d'engager des célébrités en tant qu'ambassadeurs de la lutte contre le piratage, afin de sensibiliser le public à la nécessité de cette action.



#### V. PARTICIPATION À DES ÉMISSIONS DE RADIO ET DE TÉLÉVISION

14. Afin de sensibiliser le public à la propriété intellectuelle et de promouvoir une culture du respect des droits de propriété intellectuelle, les fonctionnaires de l'IPOPHL apparaissent également à la télévision et à la radio pour parler de la propriété intellectuelle et des diverses



initiatives menées par l'office afin de réduire les atteintes. L'office profite de ces occasions pour expliquer des concepts complexes de propriété intellectuelle d'une manière compréhensible de toutes et de tous, son but étant d'étendre sa portée au niveau national et d'inviter le public à participer à des séances d'information et à se familiariser avec la propriété intellectuelle.



## VI. CAMPAGNES NUMÉRIQUES DE LUTTE CONTRE LE PIRATAGE ET LA CONTREFAÇON

15. L'IPOPHL a également conçu des campagnes numériques de lutte contre le piratage et la contrefaçon, dont l'objectif est de faire passer des messages : Informer. Sensibiliser. Mobiliser.

16. L'office diffuse ses messages à travers ses comptes sur les réseaux sociaux, afin d'atteindre un public plus large et de l'inciter à agir. L'objectif principal est de permettre au public de comprendre l'importance de la propriété intellectuelle et la raison pour laquelle nous devrions unir nos efforts pour lutter contre le piratage et la contrefaçon. Par nos actions de sensibilisation, de mobilisation de la communauté et de promotion des initiatives, nous souhaitons informer le public sur les effets néfastes de la contrefaçon et du piratage, mettre en lumière les partenariats clés qui luttent contre ces problèmes et inciter le public à choisir des contenus et des produits légitimes et à dénoncer les atteintes.

17. Types de contenus numériques en rapport avec l'application des droits de propriété intellectuelle (vidéos et images) :

- Matériel pédagogique
- Contenus mettant en valeur les efforts de collaboration
- Contenus créatifs et humoristiques
- Initiatives pour agir
- Structure de la campagne

18. Renforcer les connaissances par les actions suivantes :

- a. Promouvoir des séances gratuites d'apprentissage en ligne sur la manière de faire respecter les droits de propriété intellectuelle et informer les abonnés sur

l'application des droits de propriété intellectuelle au moyen de tutoriels, de webinaires ou de cours en ligne.

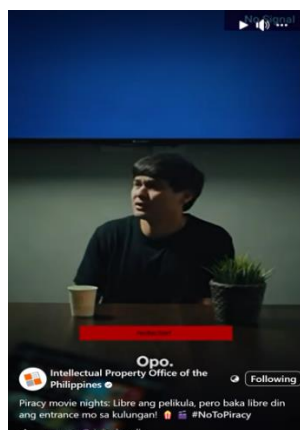


- b. Utiliser des produits authentiques pour diffuser des informations sur les réseaux sociaux concernant la manière de différencier les produits de contrefaçon des produits authentiques. En consultant les commentaires sur les réseaux sociaux, l'IPOPHL peut déterminer si les consommateurs sont capables de reconnaître les contrefaçons.



19. Mobilisation et pertinence : l'utilisation de contenus engageants et faciles à partager, tels que les mêmes et les contenus humoristiques, permet de faire connaître la problématique tout en s'adressant à un large public.

- a. Campagnes de lutte contre le piratage et la contrefaçon visant à informer sur les effets négatifs du piratage et de la contrefaçon sur les entreprises et les consommateurs.



- b. Célébration du mois de la lutte contre le piratage (octobre), afin de renforcer la mobilisation et la défense des droits en amplifiant le message sur l'importance de la protection des droits de propriété intellectuelle.

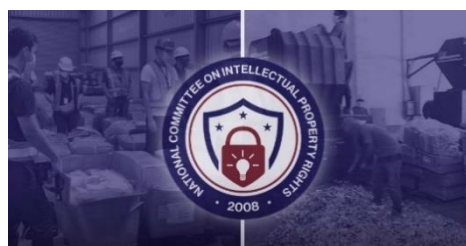


20. Publicité visant à instaurer la confiance : articles, communiqués de presse et actualités sur les réseaux sociaux mettant en avant les partenariats, les actions institutionnelles et les efforts conjoints menés par l'IPOPHL, les entités privées et les partenaires internationaux pour lutter contre le piratage et soulignant les succès tangibles, tels que les saisies, la fermeture de sites contrefaisants et les protocoles d'accord fructueux.



**IPOPHL intensifies work with Greenhills and stakeholders to cleanse mall of counterfeits**

Facebook Twitter LinkedIn YouTube Instagram IPOPHL | www.ipophil.gov.ph



**Counterfeits seized in 2023 reach record-high at near P27 billion mark**

Facebook Twitter LinkedIn YouTube Instagram IPOPHL | www.ipophil.gov.ph



**GUESS Group and Trimark join E-Commerce MOU to combat online counterfeit trade**

Facebook Twitter LinkedIn YouTube Instagram IPOPHL | www.ipophil.gov.ph



**IPOPHL issues first site-blocking request on one of the world's biggest piracy sites**

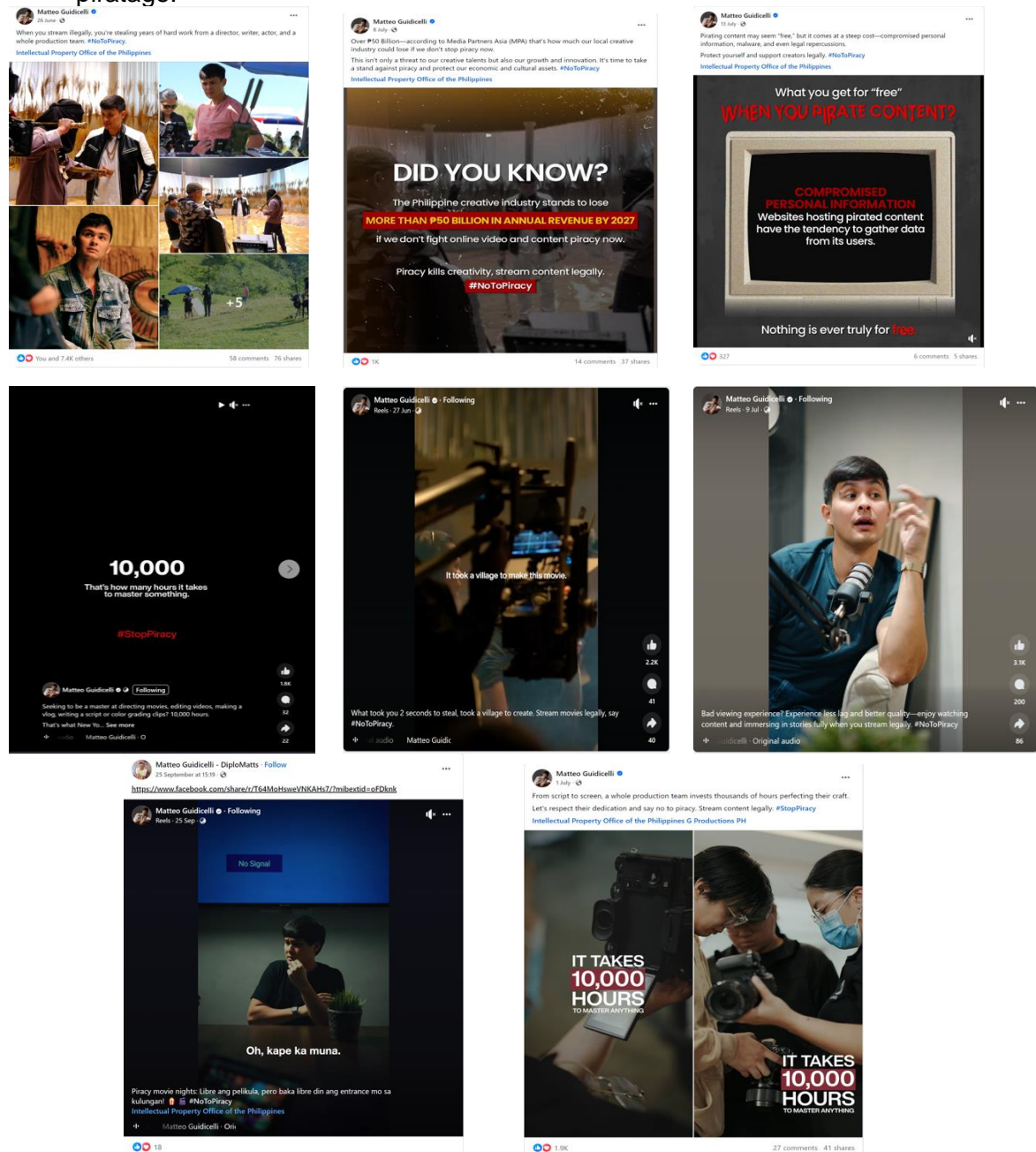
Facebook Twitter LinkedIn YouTube Instagram IPOPHL | www.ipophil.gov.ph



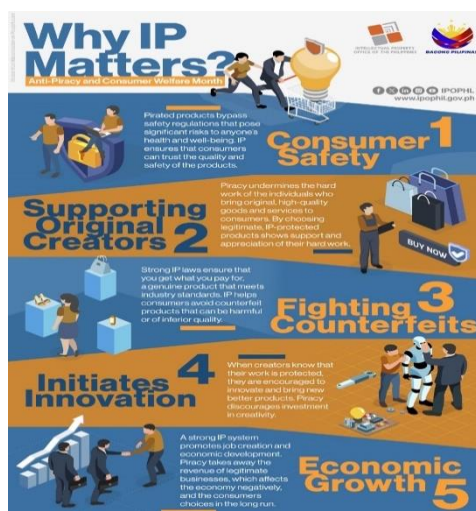


21. Action et responsabilisation : encourager les utilisateurs des médias sociaux à signaler les atteintes, afin de créer une approche communautaire de la protection de la propriété intellectuelle.

a. Messages diffusés sur les plateformes de médias sociaux par l'ambassadeur en matière de lutte contre le piratage, afin d'encourager ses abonnés à éviter le piratage.



- b. Campagnes visant à favoriser le signalement des atteintes à la propriété intellectuelle par la communauté : offrir au public des outils pour signaler les atteintes à la propriété intellectuelle et soutenir les contenus authentiques.



## VII. CONCLUSION

22. L'IOPHIL espère que le déploiement de ses initiatives et programmes de sensibilisation à la propriété intellectuelle a contribué à renforcer les connaissances relatives à la propriété intellectuelle aux Philippines, et que les résultats de ses actions apparaissent clairement dans l'enquête qui sera déployée à l'issue de la campagne, avec le soutien de l'OMPI et du Ministère de la culture, des sports et du tourisme de la République de Corée.

[Fin de la contribution]

## INITIATIVES DE SENSIBILISATION À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE MENÉES PAR LE MINISTÈRE DES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DE L'INDE

*Contribution établie par M. Vinamra Kumar Mishra, directeur, et M. Satish Kumar, directeur adjoint, Ministère des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), Gouvernement de l'Inde, New Delhi (Inde)\**

### RÉSUMÉ

Les MPME jouent un rôle essentiel dans l'économie indienne en favorisant l'innovation et la créativité, en créant des emplois et en contribuant au développement économique régional et national. À mesure que l'Inde devient une économie du savoir, il est de plus en plus important pour ces entreprises d'obtenir des droits de propriété intellectuelle et d'en assurer une application efficace. Malgré l'importance que revêt la protection de la propriété intellectuelle, les MPME indiennes se heurtent à de nombreux obstacles dans l'application de leurs droits, notamment liés à une méconnaissance de ces droits, à des limitations financières et à des obstacles bureaucratiques qui, pris collectivement, entravent leur capacité de protéger et de tirer parti de leurs innovations et des résultats de leurs créations. Répondre à ces difficultés est essentiel pour permettre aux MPME d'être plus compétitives sur le marché mondial, accroître leur résilience et stimuler la croissance économique en Inde.

La présente contribution examine les mesures d'incitation et les initiatives prises par le Gouvernement pour aider les MPME à protéger leurs innovations et les résultats de leurs créations, de manière à pouvoir protéger et faire respecter leurs droits de propriété intellectuelle plus efficacement. Elle met également en évidence certaines difficultés que rencontrent les MPME en Inde en ce qui concerne l'application de leurs droits de propriété intellectuelle, les possibilités pour le Gouvernement de répondre à ces difficultés et les collaborations possibles entre les entités publiques et privées pour renforcer l'application des droits de propriété intellectuelle et amplifier la promotion de politiques simplifiées.

### I. INTRODUCTION

1. Les MPME sont essentielles à la structure socioéconomique de l'Inde et représentent une part importante de l'emploi, de l'innovation et du développement régional. Selon un récent rapport du Bureau d'information de la presse<sup>1</sup>, le secteur indien des MPME contribue à hauteur d'environ 30% au produit intérieur brut (PIB) du pays et est à l'origine de près de 45% des exportations, ce qui souligne son importance pour la stabilité économique de l'Inde. À une époque où la technologie et le capital intellectuel jouent un rôle de plus en plus important, les droits de propriété intellectuelle sont essentiels pour les entreprises qui cherchent à conserver un avantage concurrentiel et à protéger leurs efforts en matière d'innovation et de création.

2. Les droits de propriété intellectuelle couvrent un large éventail d'actifs intellectuels, notamment les brevets, les marques, le droit d'auteur, les dessins et modèles industriels et les indications géographiques, autant d'éléments qui offrent aux MPME le cadre juridique nécessaire à la protection de leurs innovations et de leurs créations. L'application des droits de propriété intellectuelle reste néanmoins un domaine complexe et souvent délicat pour

---

\* Les points de vue exprimés dans le présent document sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

<sup>1</sup> Communiqué de presse, Ministère des MPME, disponible à l'adresse <https://pib.gov.in/PressReleaselframePage.aspx?PRID=2035073>.

les MPME indiennes, principalement en raison de leurs ressources limitées, de leur manque de connaissances et de la complexité du paysage juridique de la propriété intellectuelle en Inde.

3. Le renforcement de l'application des droits de propriété intellectuelle dans le secteur des MPME peut permettre aux entreprises de mieux protéger leurs innovations, de promouvoir une culture d'entreprise soucieuse de la propriété intellectuelle et de prospérer sur un marché mondial hautement concurrentiel.

## **II. INITIATIVES DU GOUVERNEMENT, PROGRAMMES D'APPUI ET COLLABORATIONS EN MATIÈRE DE SENSIBILISATION À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DE PROTECTION DES DROITS**

4. Le gouvernement propose plusieurs initiatives et programmes pour faire mieux connaître la propriété intellectuelle et favoriser sa protection, l'un des objectifs étant de renforcer l'application des droits. Le Département de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur et le Ministère des MPME ont organisé conjointement plusieurs événements pour aider les entreprises, afin de permettre aux entrepreneurs et aux start-up de comprendre l'importance de la protection de leur propriété intellectuelle, et de réduire ainsi leur vulnérabilité aux atteintes dans ce domaine<sup>2</sup>.

### **A. INITIATIVES ET MESURES D'INCITATION PRISES PAR LE GOUVERNEMENT**

5. Reconnaisant l'importance de la protection de la propriété intellectuelle pour les MPME, le Gouvernement de l'Inde a mis en place plusieurs mesures d'incitation et programmes d'assistance pour les innovateurs et les créateurs, afin que ces derniers puissent protéger et faire respecter leurs droits de propriété intellectuelle. Les principales initiatives sont les suivantes :

- a) Le Programme visant à faciliter la protection de la propriété intellectuelle des start-up (Scheme for Facilitating Startups Intellectual Property Protection – SIPP) : ce programme phare<sup>3</sup>, introduit par le Département de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur, soutient les start-up en leur offrant une aide financière pour l'enregistrement de leur propriété intellectuelle, en les sensibilisant aux droits de propriété intellectuelle et en simplifiant les procédures de dépôt. Ce programme collabore avec les centres d'appui à la technologie et à l'innovation de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)<sup>4</sup>, offrant aux MPME un accès à des conseils et des ressources d'experts.
- b) Dans le cadre de cette initiative, les start-up peuvent protéger leurs brevets, leurs marques et leurs dessins et modèles en s'acquittant uniquement des taxes requises, les honoraires des facilitateurs étant entièrement pris en charge par le gouvernement. Les facilitateurs, désignés par le Bureau du contrôleur général des brevets, des dessins et modèles et des marques, proposent une gamme complète de services, notamment une assistance consultative, une aide dans la rédaction de demandes, des réponses aux rapports d'examen, ainsi qu'une aide dans la contestation des oppositions et le traitement final des demandes de titres de propriété intellectuelle. Les facilitateurs étant directement rémunérés par le gouvernement, les start-up bénéficient de ces services sans frais supplémentaires.

---

<sup>2</sup> <https://pib.gov.in/PressReleasePage.aspx?PRID=2085346>

<sup>3</sup> <https://iprsearch.ipindia.gov.in/DynamicUtility/Sipp/index>

<sup>4</sup> [https://www.wipo.int/tisc/en/search/search\\_result.jsp?country\\_id=80](https://www.wipo.int/tisc/en/search/search_result.jsp?country_id=80)

Cela simplifie la protection de la propriété intellectuelle et permet aux start-up de protéger efficacement leur propriété intellectuelle.

- c) Réduction des taxes d'enregistrement de la propriété intellectuelle pour les MPME : le Bureau du contrôleur général des brevets, des dessins et modèles et des marques prévoit pour les MPME une réduction pouvant aller jusqu'à 80% des taxes de dépôt pour les demandes de brevet, jusqu'à 75% pour les demandes d'enregistrement de dessins ou modèles industriels et jusqu'à 50% pour les demandes d'enregistrement de marques. Ces incitations financières réduisent les obstacles financiers liés à la protection de la propriété intellectuelle, permettant à un plus grand nombre de MPME d'obtenir des droits de propriété intellectuelle à moindre coût. Ainsi, un nombre accru de MPME sont en mesure de protéger leurs droits de propriété intellectuelle et de rechercher des solutions juridiques en cas d'atteinte, en particulier dans les affaires portant sur des droits tels que les brevets, qui ne peuvent pas être appliqués sans enregistrement.
- d) Le programme d'appui à la propriété intellectuelle du Ministère des MPME : ce programme propose un ensemble de services de propriété intellectuelle aux MPME, notamment des conseils en matière de propriété intellectuelle, des consultations, des recherches sur l'état de la technique, des évaluations de la nouveauté et des analyses sur la liberté d'agir. Le programme offre également une aide financière aux MPME pour l'enregistrement de demandes de brevet, de marques, de dessins et modèles et d'indications géographiques. Il reste néanmoins possible de faire mieux connaître ce programme d'appui auprès des MPME, afin de les sensibiliser plus avant à ses avantages et de les encourager à tirer parti de l'aide proposée par le gouvernement. L'aide financière est disponible pour les MPME enregistrées auprès du Ministère des MPME. Elle varie en fonction du droit de propriété intellectuelle et fait l'objet de certaines limites, indiquées ci-après.

## B. INITIATIVES EN MATIÈRE DE SENSIBILISATION

6. Les activités de sensibilisation sont essentielles pour permettre aux MPME de comprendre, de protéger, de gérer et de faire respecter leurs actifs de propriété intellectuelle de manière dynamique et efficace. Il est important que les organismes publics, les associations professionnelles et les établissements d'enseignement collaborent dans ce contexte et proposent des programmes de formation adaptés aux besoins des MPME en matière de propriété intellectuelle.

7. Un exemple réussi de cette collaboration est la campagne phare IP Yatra ("IP Journey Campaign"), lancée par le Ministère des MPME en 2023, dans le cadre de laquelle le ministère collabore avec le secteur privé pour organiser des ateliers dans tout le pays, afin de sensibiliser les MPME à la propriété intellectuelle, de répondre à leurs questions en la matière, de leur offrir un mentorat personnalisé et de les mettre en contact avec des centres de facilitation en matière de propriété intellectuelle.

8. Ces programmes aident les MPME à comprendre la valeur de la protection de la propriété intellectuelle et les dotent des connaissances nécessaires pour effectuer les procédures d'enregistrement de la propriété intellectuelle et se familiariser avec l'application des droits et son importance. L'accent mis sur la sensibilisation des MPME en matière de droits de propriété intellectuelle, de procédures de dépôt et de stratégies d'application a favorisé une culture de l'innovation et de gestion dynamique des droits de propriété intellectuelle parmi les MPME.



9. La campagne IP Yatra a largement contribué à sensibiliser les MPME à la propriété intellectuelle, alors qu'elles n'étaient auparavant pas conscientes de son importance. L'initiative, qui est dans sa deuxième année, a déjà été lancée dans plusieurs régions du pays, y compris dans des petites villes où la sensibilisation à la propriété intellectuelle n'est pas encore très répandue. En conséquence, de nombreuses MPME courent le risque de subir des atteintes à leur propriété intellectuelle par manque de connaissances et ne prennent donc pas de mesures pour protéger et faire respecter leurs droits de propriété intellectuelle. Ce programme de sensibilisation a permis de faire mieux connaître aux MPME le rôle essentiel joué par la propriété intellectuelle dans la protection de leurs innovations et des résultats de leurs créations.

10. Depuis 2023, 40 sessions ont été organisées dans le cadre de la campagne IP Yatra, touchant plus de 6 000 MPME. Ces sessions ont donné lieu à des débats d'experts et à des exposés sur des sujets essentiels pour les MPME, notamment l'enregistrement et l'application des droits de propriété intellectuelle, et ont permis de présenter des exemples de réussite d'entrepreneurs et de MPME qui protègent leur propriété intellectuelle et en tirent parti pour faire prospérer leur entreprise. D'éminents orateurs issus du secteur privé, du Gouvernement de l'Inde ou de missions diplomatiques, ainsi que des praticiens et des universitaires en propriété intellectuelle, ont partagé leurs connaissances avec les participants.

11. L'un des points forts de la campagne a été la mise en place de séances de mentorat personnalisées, afin d'offrir des conseils personnalisés aux MPME sur les procédures d'enregistrement et d'application des droits de propriété intellectuelle. Ces séances permettent de démystifier la complexité des procédures et aident les entreprises à prendre des mesures concrètes pour protéger leurs droits de propriété intellectuelle. Elles sont également l'occasion d'offrir des conseils sur mesure et des solutions pratiques, permettant à de nombreuses MPME d'intégrer des stratégies de propriété intellectuelle dans leurs modèles d'entreprise et renforçant leur capacité de rester concurrentielles et innovantes sur les marchés nationaux et internationaux, et de prendre des mesures pour faire respecter leurs droits.



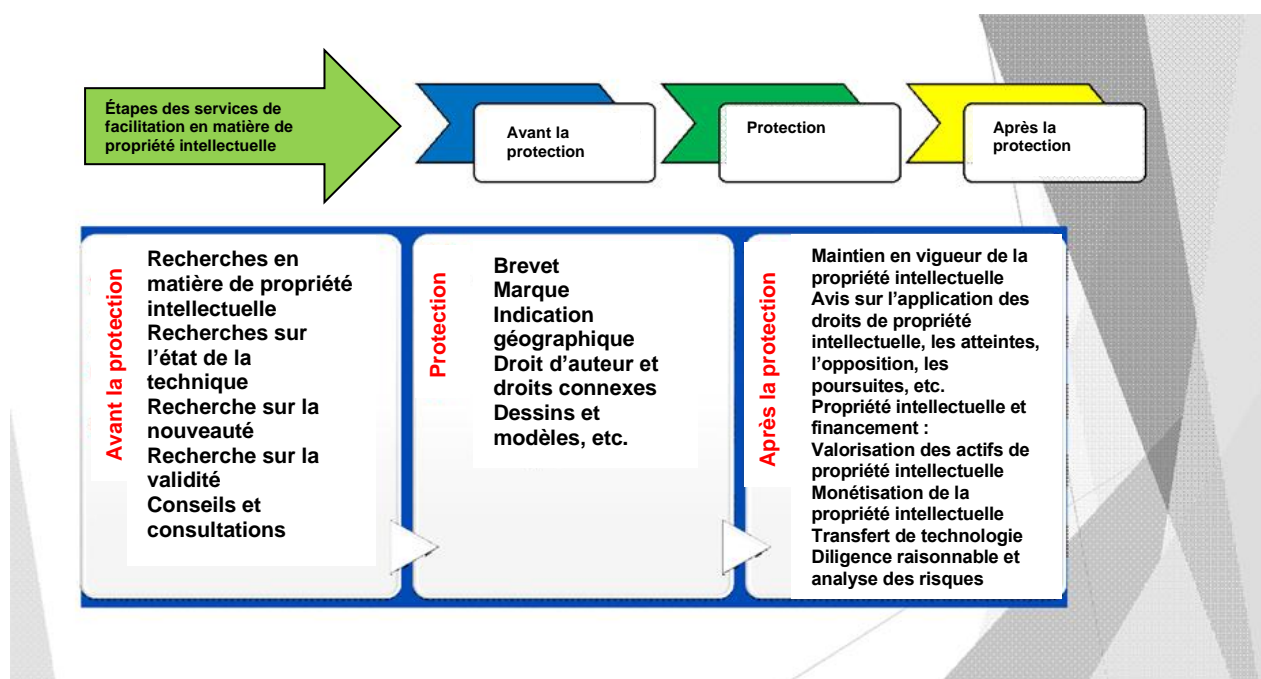
**Image : séance de mentorat personnalisée dans le cadre de l'initiative IP Yatra**

#### **C. CENTRES SPÉCIALISÉS D'APPUI À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE POUR LES MPME**

12. Des centres spécialisés d'appui à la propriété intellectuelle, spécialement conçus pour les MPME, leur apportent une aide et des ressources inestimables. Le Ministère des MPME a déjà créé plus de 75 centres de facilitation en matière de propriété intellectuelle dans le cadre du programme d'innovation des MPME, offrant des services gratuits liés à la propriété intellectuelle, tels que des recherches sur l'état de la technique, des conseils en matière de

gestion de la propriété intellectuelle et une assistance concernant les demandes d'enregistrement, soutenant ainsi activement les MPME dans la protection et la gestion de leurs droits de propriété intellectuelle. La figure ci-après explique comment ces centres de facilitation en matière de propriété intellectuelle aident les MPME à différents stades du processus de protection de la propriété intellectuelle, avant même que cette protection soit accordée (recherche sur la nouveauté, consultations, recherche sur la validité) et à la suite de cette protection (maintien en vigueur des droits de propriété intellectuelle, évaluations, transfert de technologie). Cette initiative permet aux MPME d'accéder à une plateforme unique où elles peuvent recevoir un appui complet en matière de protection, de commercialisation et d'application de leurs droits de propriété intellectuelle. Cela s'ajoute à l'appui financier du gouvernement, mis à la disposition des MPME pour protéger leurs innovations et les résultats de leurs créations, ainsi qu'il est indiqué plus haut.

**Figure - Étapes de l'appui offert par les centres de facilitation en matière de propriété intellectuelle**



### III. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES MPME INDIENNES

13. Les programmes d'appui et les mesures d'incitation décrits ci-dessus ont contribué à mieux comprendre l'importance de la protection et de l'application des droits de propriété intellectuelle. Il reste néanmoins des défis à relever. L'une des principales difficultés rencontrées par les MPME de l'Inde est liée au manque de connaissances et de compréhension des droits de propriété intellectuelle et des avantages de leur protection. De nombreux propriétaires de MPME méconnaissent toujours le processus de protection de leur propriété intellectuelle, de même que ses avantages. Cette méconnaissance nuit à la protection et à l'application des droits.

14. Les MPME fonctionnent souvent avec des ressources financières limitées, ce qui restreint leur capacité d'investissement dans la protection et l'application des droits de propriété intellectuelle. Le coût de l'enregistrement, des litiges et de l'application des droits de propriété intellectuelle peut être prohibitif pour de nombreuses petites entreprises, ce qui ne les incite pas à faire valoir leurs droits de propriété intellectuelle ou à les défendre en cas d'atteinte.

15. À l'exception de certains États qui ont créé des chambres spécialisées en propriété intellectuelle au sein des divisions commerciales de certaines juridictions supérieures pour accélérer le règlement des litiges liés à la propriété intellectuelle, l'application des droits en Inde se caractérise souvent par des procédures administratives et judiciaires longues et complexes. Pour les MPME disposant d'une expertise juridique limitée, il peut s'avérer particulièrement difficile de comprendre le paysage de l'application des droits de propriété intellectuelle. Les retards dans les décisions et l'absence de tribunaux spécialisés en propriété intellectuelle dans la plupart des régions ajoutent à ces difficultés et réduisent l'efficacité des mesures d'application.

16. De nombreuses MPME n'ont accès ni à des professionnels de la propriété intellectuelle ni à des conseillers juridiques susceptibles de les guider sur les questions liées à l'application des droits. Sans appui juridique adéquat ou sans les moyens financiers pour y accéder, les MPME peuvent difficilement intentier des actions en justice, ce qui les rend plus vulnérables au vol de propriété intellectuelle et à l'utilisation non autorisée de leurs innovations.

#### **IV. RECOMMANDATIONS**

17. Les recommandations ci-après peuvent être adoptées pour répondre à certaines de ces difficultés :

18. Le maintien des collaborations existantes entre le gouvernement et le secteur privé, ainsi que la recherche de nouvelles collaborations pour faire mieux connaître la propriété intellectuelle, permettront de combler les lacunes existantes en matière de connaissance de la propriété intellectuelle parmi les MPME. L'initiative IP Yatra est une étude de cas réussie qui montre l'impact que peuvent avoir ces collaborations pour atteindre l'objectif de faire mieux connaître la propriété intellectuelle. La promotion à grande échelle des programmes d'appui et des mesures d'incitation du gouvernement peut favoriser une culture de la propriété intellectuelle et permettre aux MPME de tirer parti des outils disponibles pour protéger leurs droits.

19. L'intégration de l'enseignement de la propriété intellectuelle dans des programmes de formation plus larges garantira que les MPME sont bien préparées à protéger leurs actifs intellectuels. Une formation spécialisée, par exemple des ateliers sur la veille commerciale des contrefaçons et les recours juridiques disponibles, permettra aux MPME d'agir rapidement et de manière décisive. En outre, les approches collaboratives, telles que la formation d'alliances sectorielles, peuvent permettre de partager les ressources pour l'application des droits et d'amplifier la promotion de politiques simplifiées.

20. Grâce à un appui durable et aux interventions stratégiques du gouvernement, les MPME de l'Inde peuvent tirer le meilleur parti de leur potentiel et en faire un moteur de la croissance économique et du progrès technologique, ouvrant ainsi la voie au développement durable et à la prospérité.

21. Le développement du réseau des centres de facilitation et la prise de conscience de l'aide disponible peuvent garantir que davantage de MPME auront accès aux ressources dont elles ont besoin pour protéger leurs innovations et les résultats de leurs créations, et pour faire



respecter efficacement leurs droits de propriété intellectuelle. Les centres d'appui spécialisés en propriété intellectuelle peuvent permettre aux MPME d'accéder à des ressources en matière de propriété intellectuelle et proposer des conseils sur la gestion des droits, y compris leur application. Les PME pourront ainsi s'orienter dans le paysage de la propriété intellectuelle avec une plus grande confiance.

22. Les progrès technologiques offrent des solutions prometteuses pour surveiller, protéger et faire respecter les droits de propriété intellectuelle, et peuvent être mis à profit pour fournir aux MPME des solutions à moindre coût pour faire respecter leurs droits. Les outils automatisés de surveillance de la propriété intellectuelle, par exemple, peuvent aider les MPME à détecter des atteintes potentielles pour une fraction du coût des méthodes de surveillance traditionnelles. En outre, les mécanismes de règlement des litiges en ligne peuvent offrir aux MPME une alternative efficace aux procédures judiciaires longues et coûteuses, en leur permettant de résoudre rapidement les litiges. En facilitant l'accès à des solutions de propriété intellectuelle abordables et fondées sur la technologie, le gouvernement peut aider les MPME à préserver plus facilement leurs actifs de propriété intellectuelle et à être davantage concurrentielles dans ce domaine.

## **V. CONCLUSION**

23. Renforcer l'application des droits de propriété intellectuelle des MPME en Inde revient à relever des défis importants et à saisir des opportunités uniques. Néanmoins, des initiatives gouvernementales ciblées, des programmes de renforcement des capacités et les progrès technologiques permettent aux MPME de surmonter ces obstacles. Les centres d'appui à la propriété intellectuelle et les campagnes de sensibilisation jouent un rôle essentiel en aidant les MPME à comprendre l'importance stratégique de la propriété intellectuelle, favorisant une culture de l'innovation et un enregistrement précoce de la propriété intellectuelle.

24. En introduisant de nouvelles mesures d'appui visant à aider les MPME en matière d'application des droits, l'Inde peut créer un écosystème plus favorable aux MPME, encourager la croissance, favoriser l'innovation et stimuler l'économie nationale. Nous attendons avec intérêt d'envisager d'autres collaborations et de collaborer avec l'OMPI, le secteur privé et d'autres organismes publics pour aider les MPME en matière de protection et d'application de leurs droits de propriété intellectuelle.

[Fin du document]